**No. 52177. United Nations and
Central African Republic**

STATUS OF FORCES AGREEMENT BETWEEN THE UNITED NATIONS AND THE GOVERNMENT OF THE CENTRAL AFRICAN REPUBLIC RELATING TO THE UNITED NATIONS MULTIDIMENSIONAL INTEGRATED STABILIZATION MISSION IN THE CENTRAL AFRICAN REPUBLIC (MINUSCA). BANGUI, 2 SEPTEMBER 2014

SUPPLEMENTAL ARRANGEMENT TO THE STATUS OF FORCES AGREEMENT BETWEEN THE UNITED NATIONS AND THE GOVERNMENT OF THE CENTRAL AFRICAN REPUBLIC RELATING TO THE STATUS OF THE UNITED NATIONS MULTIDIMENSIONAL INTEGRATED STABILIZATION MISSION IN THE CENTRAL AFRICAN REPUBLIC (MINUSCA), RELATING TO THE TREATMENT OF INDIVIDUALS DETAINED AND HANDED OVER TO THE GOVERNMENT OF THE CENTRAL AFRICAN REPUBLIC BY MINUSCA. BANGUI, 2 SEPTEMBER 2014*

Entry into force: 2 September 2014 by signature, in accordance with paragraph 22

Authentic text: French

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 2 September 2014

*No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.

**N° 52177. Organisation des Nations
Unies et République
centrafricaine**

ACCORD ENTRE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE RELATIF AU STATUT DE LA MISSION MULTIDIMENSIONNELLE INTÉGRÉE DES NATIONS UNIES POUR LA STABILISATION EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE. BANGUI, 2 SEPTEMBRE 2014

AVENANT À L'ACCORD ENTRE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE RELATIF AU STATUT DE LA MISSION MULTIDIMENSIONNELLE INTÉGRÉE DES NATIONS UNIES POUR LA STABILISATION EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE ("MINUSCA"), RELATIF AU TRAITEMENT DES INDIVIDUS APPRÉHENDÉS ET REMIS AU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE PAR LA MINUSCA. BANGUI, 2 SEPTEMBRE 2014*

Entrée en vigueur : 2 septembre 2014 par signature, conformément au paragraphe 22

Texte authentique : français

Enregistrement auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : d'office, 2 septembre 2014

*Aucun numéro de volume n'a encore été attribué à ce dossier. Les textes disponibles qui sont reproduits ci-dessous sont les textes originaux de l'accord ou de l'action tels que soumis pour enregistrement. Par souci de clarté, leurs pages ont été numérotées. Les traductions qui accompagnent ces textes ne sont pas définitives et sont fournies uniquement à titre d'information.

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

**Avenant
à l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies
et le Gouvernement de la République centrafricaine
concernant
le statut de la Mission multidimensionnelle des Nations Unies
pour la stabilisation en République centrafricaine
(« MINUSCA »),
relatif au traitement des individus appréhendés et remis
au Gouvernement de la République centrafricaine
par la MINUSCA**

Le Représentant spécial du Secrétaire général pour la République centrafricaine et le Ministre des Affaires Étrangères, de l'Intégration Africaine, de la Francophonie et des Centrafricains de l'Étranger de la République centrafricaine,

Rappelant l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement de la République centrafricaine (le « Gouvernement ») concernant le statut de la Mission multidimensionnelle des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA), conclu à Bangui le 02 septembre 2014 (« l'Accord sur le statut des forces », « l'Accord ») ;

Rappelant le paragraphe 60 de l'Accord sur le statut des forces, aux termes duquel le Représentant spécial et le Gouvernement peuvent conclure des avenants audit accord ;

Estimant qu'il est judicieux de conclure un avenant concernant le traitement des individus privés de leur liberté par la MINUSCA dans le cadre de l'exécution de son mandat et remis par la suite au Gouvernement ;

Ayant décidé d'un commun accord de conclure un avenant en ce sens, comme il est prévu au paragraphe 60 de l'Accord ;

Sont convenus de ce qui suit :

I. Obligations générales du Gouvernement

1. Le Gouvernement s'engage à garantir à tout individu appréhendé et remis à lui par la MINUSCA, pendant toute la durée de sa détention ou de toute procédure judiciaire postérieure, un traitement conforme aux obligations découlant des traités pertinents auxquels la République centrafricaine est partie, notamment le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (le « Pacte ») et son premier Protocole facultatif, la Convention relative aux droits de l'enfant, et la Convention relative au statut des réfugiés et son Protocole, ainsi qu'à celles mises à la charge de la République centrafricaine par les règles applicables du droit international coutumier. Ce traitement devra également être conforme aux lois nationales de la République centrafricaine, dans la mesure de leur compatibilité avec les obligations contractées par la République centrafricaine au titre des traités auxquels elle est partie et avec les règles applicables du droit international coutumier.

2. Lorsque la MINUSCA lui remet tout individu qu'elle a appréhendé dans le cadre d'un conflit armé, le Gouvernement s'engage, pendant toute la durée de la détention ou de toute procédure judiciaire postérieure, à traiter l'intéressé conformément aux obligations imposées à la République centrafricaine par l'article 3 commun aux Conventions de Genève de 1949, le Protocole additionnel auxdites Conventions du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux et les règles applicables du droit international coutumier, ainsi qu'à celles découlant des traités et règles du droit international coutumier visés au paragraphe 1 ci-dessus et, dans la mesure de leur compatibilité avec les obligations incombant à la République centrafricaine aux termes des traités et des règles du droit international coutumier visés au présent paragraphe et au paragraphe 1 ci-dessus, conformément aux lois nationales de la République centrafricaine.

II. Obligations en amont et au moment de de la remise des individus appréhendés

3. Lorsqu'il décide de maintenir en détention tout individu appréhendé et remis à lui par la MINUSCA, le Gouvernement s'engage à prendre, avant ou au moment de la remise, toutes les mesures nécessaires afin que le maintien en détention de l'intéressé soit conforme à sa législation interne. Après la remise, le Gouvernement s'engage à prendre, pendant toute la durée de la détention de l'intéressé, toutes les mesures nécessaires afin que le maintien en détention reste conforme à sa législation. À cette fin, il veillera notamment à obtenir rapidement tout mandat judiciaire ou exécutif requis par sa législation interne.

4. Les individus remis au Gouvernement par la MINUSCA seront détenus exclusivement dans des locaux ayant fait l'objet d'un accord entre les deux parties. À cette fin, le Gouvernement et la MINUSCA devront, avant toute remise, établir une liste de lieux de détention susceptibles d'accueillir les individus remis par la MINUSCA. Des lieux de détention supplémentaires pourront être ajoutés à la liste de façon ponctuelle suite à un accord entre les deux parties.

5. Afin de faciliter l'identification des lieux susceptibles d'accueillir les individus remis par la MINUSCA, le Gouvernement autorise les membres de la Mission désignés par le Représentant spécial à accéder en toute liberté aux lieux de détention de la République centrafricaine et s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter ces visites, notamment en autorisant les membres de la MINUSCA désignés par le Représentant spécial :

- a) À jouir d'un accès illimité aux lieux de détention ;
- b) À s'entretenir de façon confidentielle avec les personnes détenues, en l'absence de tout témoin (à l'exception d'un interprète, si sa présence est jugée nécessaire par les membres de la MINUSCA menant l'entretien) ;
- c) À mener ces visites sans aucune restriction quant à leur fréquence et leur durée ; et
- d) À avoir accès à l'ensemble des dossiers concernant les individus détenus dans ces lieux.

6. La remise d'un individu appréhendé par la MINUSCA au Gouvernement se fera à un endroit convenu entre les deux parties. Tant que la remise au Gouvernement n'est pas achevée, la

personne détenue continue de relever de la responsabilité de la MINUSCA. La procédure est achevée à partir du moment où la personne détenue n'est plus effectivement placée sous le contrôle de la MINUSCA mais sous celui du Gouvernement. Le Gouvernement s'engage à coopérer avec la Mission afin qu'il soit procédé à la remise avec humanité et compte dûment tenu de la sécurité et du bien-être physique de l'intéressé : cela suppose notamment la fourniture de nourriture, d'eau et, si nécessaire, de soins médicaux et d'un hébergement. Les individus appréhendés doivent être protégés de tout danger pendant le processus de leur remise au Gouvernement.

7. Au moment de la remise ou dès que possible par la suite, la MINUSCA fournit au Gouvernement :

- a) Des renseignements concernant :
 - i) L'identité de l'individu appréhendé, notamment son nom complet, son âge, son sexe et son pays d'origine ;
 - ii) La date, l'heure et le lieu de son appréhension par la MINUSCA ;
 - iii) Le ou les lieu(x) vers le(s)quel(s) l'intéressé a été transféré et où il a été détenu par la MINUSCA, ainsi que les dates et heures de son arrivée à ces endroits ; et
 - iv) Les motifs de son appréhension et les preuves factuelles les étayant ;
- b) Tout effet personnel trouvé sur l'individu au moment de son appréhension ou par la suite au cours de sa détention et confisqué, à l'exception de ceux ayant été confisqués et détruits par la MINUSCA pour des raisons de sûreté ou dans le cadre de l'exécution de son mandat, à propos desquels la Mission fournira également des informations au Gouvernement. Tout représentant du Gouvernement prenant possession d'un article appartenant à une personne détenue le confirmera en apposant sa signature ;
- c) Sous réserve du consentement de l'intéressé, une copie du dossier médical le concernant, que la MINUSCA aura pu établir pendant sa détention, à la condition que le Gouvernement en respecte la confidentialité et, sauf si l'intéressé en dispose expressément autrement, qu'il ne les communique qu'au personnel médical qualifié chargé d'assurer la continuité de sa prise en charge ;
- d) Toute information en sa possession (autre que les éléments à charge fournis par l'intéressé lui-même) concernant tout délit ayant pu être commis par l'intéressé.

8. Il est entendu que lorsque la MINUSCA remettra au Gouvernement un individu qu'elle aura appréhendé, elle en informera les personnes et entités suivantes :

- a) Le Comité international de la Croix-Rouge ;
- b) Tout membre de sa famille ou toute autre personne désignée par l'intéressé ;
- c) Tout représentant légal désigné par l'intéressé ;

- d) Le consulat ou l'ambassade concerné, si l'intéressé est ressortissant ou résident étranger et s'il en fait explicitement la demande ; et
- e) Les organisations internationales concernées, si l'intéressé en fait la demande.

III. Obligations en aval de la remise

9. Le Gouvernement s'engage à informer la MINUSCA et à lui communiquer sans délai les renseignements qu'elle demande au sujet du sort de tous les individus appréhendés et remis à lui par la Mission, notamment leur lieu de détention et l'autorité chargée de son administration. Lorsque le détenu est remis en liberté, le Gouvernement en informe promptement la MINUSMA. Le Gouvernement s'engage à informer promptement la MINUSCA en cas de tout changement dans la situation de l'intéressé : remise en liberté, évasion, blessure ou maladie grave et décès notamment.

10. Le Gouvernement s'engage aussi à informer les entités et personnes énumérées ci-après et à leur communiquer sans délai les renseignements qu'elles demandent au sujet du sort de tous les individus qui lui ont été remis par la Mission et qu'il a décidé de maintenir en détention, notamment leur lieu de détention et l'autorité chargée de l'administration de celui-ci:

- a) Le Comité international de la Croix-Rouge ;
- b) Tout membre de sa famille ou toute autre personne désignée par l'intéressé ;
- c) Tout représentant légal désigné par l'intéressé ;
- d) Le consulat ou l'ambassade concerné, si l'intéressé est ressortissant ou résident étranger et s'il en a fait explicitement la demande ; et
- e) Les organisations internationales concernées, si l'intéressé en a fait la demande.

Le Gouvernement s'engage à informer promptement les entités et personnes mentionnées ci-dessus en cas de tout changement dans la situation de l'intéressé : remise en liberté, évasion, blessure ou maladie grave et décès notamment.

IV. Accès aux individus remis au Gouvernement

11. Pendant toute la durée de détention par le Gouvernement d'un individu lui ayant été remis par la MINUSCA, le Gouvernement s'engage à autoriser les membres de la MINUSCA désignés par le Représentant spécial à accéder en toute liberté à cette personne, à son lieu de détention et à tous les autres endroits où elle a pu être détenue antérieurement, afin de pouvoir contrôler ses conditions de détention et le traitement auquel elle est soumise. Le Gouvernement s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter ces visites. À cette fin, il s'engage à autoriser les membres de la MINUSCA désignés par le Représentant spécial :

- a) À jouir d'un accès illimité au lieu de détention ainsi qu'aux autres lieux où il peut avoir été détenu antérieurement ;